



DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch\_VI\_12a

VOLUME : VOL-1

CHAPTER : Chapter VI.NARCOTIC DRUGS AND PSYCHOTROPIC SUBSTANCES

TITLE : 6.12a Convention of 1936 for the Suppression of the  
Illicit Traffic in Dangerous Drugs Geneva, 26 June 1936







Genève, le 22 juillet 1936.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

**CONFÉRENCE  
POUR LA RÉPRESSION DU TRAFIC ILLICITE  
DES DROGUES NUISIBLES**

(Genève, 8-26 juin 1936)

**Convention de 1936 pour la  
répression du trafic illicite des drogues nuisibles**

LEAGUE OF NATIONS

**CONFERENCE  
FOR THE SUPPRESSION OF THE ILLICIT TRAFFIC  
IN DANGEROUS DRUGS**

(Geneva, June 8th-26th, 1936)

**Convention of 1936 for the Suppression  
of the Illicit Traffic in Dangerous Drugs**

## CONVENTION DE 1936 POUR LA RÉPRESSION DU TRAFIC ILLICITE DES DROGUES NUISIBLES.

.....

Ayant résolu, d'une part, de renforcer les mesures destinées à réprimer les infractions aux dispositions de la Convention internationale de l'opium, signée à La Haye le 23 janvier 1912, de la Convention signée à Genève le 19 février 1925 et de la Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931, et, d'autre part, de combattre, par les moyens les plus efficaces dans les circonstances actuelles, le trafic illicite des drogues et substances visées par ces Conventions,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

.....

lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

### *Article premier.*

1. Dans la présente Convention, on entend par « stupéfiants » les drogues et substances auxquelles s'appliquent ou s'appliqueront les dispositions de la Convention de La Haye du 23 janvier 1912 et des Conventions de Genève du 19 février 1925 et du 13 juillet 1931.

2. Aux termes de la présente Convention, on entend par « extraction » l'opération par laquelle on sépare un stupéfiant de la substance ou du composé dont il fait partie, sans qu'il y ait fabrication ou transformation proprement dites. Cette définition du mot « extraction » ne vise pas les procédés par lesquels on obtient l'opium brut du pavot à opium, ces procédés étant couverts par le terme « production ».

### *Article 2.*

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à édicter les dispositions législatives nécessaires pour punir sévèrement, et notamment de prison ou d'autres peines privatives de liberté, les faits suivants, à savoir:

- a) La fabrication, la transformation, l'extraction, la préparation, la détention, l'offre, la mise en vente, la distribution, l'achat, la vente, la cession à quelque titre que ce soit, le courtage, l'envoi, l'expédition en transit, le transport, l'importation et l'exportation des stupéfiants contraires aux stipulations desdites conventions;
- b) La participation intentionnelle aux faits visés dans cet article;
- c) L'association ou l'entente en vue de l'accomplissement d'un des faits visés ci-dessus;
- d) Les tentatives et, dans les conditions prévues par la loi nationale, les actes préparatoires.

### *Article 3.*

Les Hautes Parties contractantes qui possèdent une juridiction extraterritoriale sur le territoire d'une autre Haute Partie contractante s'engagent à édicter les dispositions législatives nécessaires pour punir leurs ressortissants s'étant rendus coupables sur ce territoire de tout fait visé à l'article 2, au moins aussi sévèrement que si le fait avait été commis sur leur propre territoire.

### *Article 4.*

Si des faits rentrant dans les catégories visées à l'article 2 sont commis dans des pays différents, chacun d'eux sera considéré comme une infraction distincte.

### *Article 5.*

Les Hautes Parties contractantes dont la loi nationale régit la culture, la récolte et la production en vue de l'obtention des stupéfiants, rendront de même sévèrement punissable toute infraction à cette loi.

### *Article 6.*

Les pays qui admettent le principe de la récidive internationale reconnaissent, dans les conditions prévues par la loi nationale, comme génératrices d'une telle récidive, les condamnations étrangères prononcées du chef de l'un des faits visés à l'article 2.

## CONVENTION OF 1936 FOR THE SUPPRESSION OF THE ILLICIT TRAFFIC IN DANGEROUS DRUGS.

.....

Having resolved, on the one hand, to strengthen the measures intended to penalise offences contrary to the provisions of the International Opium Convention signed at The Hague on January 23rd, 1912, the Geneva Convention of February 19th, 1925, and the Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs signed at Geneva on July 13th, 1931, and, on the other hand, to combat by the methods most effective in the present circumstances the illicit traffic in the drugs and substances covered by the above Conventions,

Have appointed as their Plenipotentiaries:

.....

who, having produced their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

### Article 1.

1. In the present Convention, "narcotic drugs" shall be deemed to mean the drugs and substances to which the provisions of the Hague Convention of January 23rd, 1912, and the Geneva Conventions of February 19th, 1925, and July 13th, 1931, are now or hereafter may be applicable.

2. For the purposes of the present Convention, the word "extraction" connotes an operation whereby a narcotic drug is separated from the substance or compound of which it forms part, without involving any actual manufacture or conversion properly so called. This definition of the word "extraction" is not intended to include the processes whereby raw opium is obtained from the opium poppy, these being covered by the term "production".

### Article 2.

Each of the High Contracting Parties agrees to make the necessary legislative provisions for severely punishing, particularly by imprisonment or other penalties of deprivation of liberty, the following acts—namely:

- (a) The manufacture, conversion, extraction, preparation, possession, offering, offering for sale, distribution, purchase, sale, delivery on any terms whatsoever, brokage, despatch, despatch in transit, transport, importation and exportation of narcotic drugs, contrary to the provisions of the said Conventions;
- (b) Intentional participation in the offences specified in this Article;
- (c) Conspiracy to commit any of the above-mentioned offences;
- (d) Attempts and, subject to the conditions prescribed by national law, preparatory acts.

### Article 3.

The High Contracting Parties who possess extra-territorial jurisdiction in the territory of another High Contracting Party undertake to enact the necessary legislative provisions for punishing such of their nationals as are guilty within that territory of any offence specified in Article 2 at least as severely as if the offence had been committed in their own territory.

### Article 4.

Each of the acts specified in Article 2 shall, if committed in different countries, be considered as a distinct offence.

### Article 5.

The High Contracting Parties, whose national law regulates cultivation, gathering and production with a view to obtaining narcotic drugs, shall likewise make severely punishable contraventions thereof.

### Article 6.

In countries where the principle of the international recognition of previous convictions is recognised, foreign convictions for the offences referred to in Article 2 shall, subject to the conditions prescribed by the domestic law, be recognised for the purpose of establishing habitual criminality.

*Article 7.*

1. Dans les pays qui n'admettent pas le principe de l'extradition des nationaux, les ressortissants qui sont rentrés sur le territoire de leur pays, après s'être rendus coupables à l'étranger de tout fait visé à l'article 2, doivent être poursuivis et punis de la même manière que si le fait avait été commis sur ledit territoire, et cela même dans le cas où le coupable aurait acquis sa nationalité postérieurement à l'accomplissement de l'infraction.

2. Cette disposition n'est pas applicable si, dans un cas semblable, l'extradition d'un étranger ne peut pas être accordée.

*Article 8.*

Les étrangers qui ont commis à l'étranger un des faits prévus par l'article 2 et qui se trouvent sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes doivent être poursuivis et punis de la même manière que si le fait avait été commis sur ce territoire, lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) L'extradition ayant été demandée, n'a pu être accordée pour une raison étrangère au fait même;

b) La législation du pays de refuge admet comme règle générale la poursuite d'infractions commises par des étrangers à l'étranger.

*Article 9.*

1. Les faits prévus par l'article 2 seront de plein droit compris comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes.

2. Les Hautes Parties contractantes qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité ou à une condition de réciprocité, reconnaissent les faits visés ci-dessus comme cas d'extradition entre elles.

3. L'extradition sera accordée conformément au droit du pays requis.

4. La Haute Partie contractante à laquelle il sera adressé une demande d'extradition aura, dans tous les cas, le droit de refuser de procéder à l'arrestation ou d'accorder l'extradition si ses autorités compétentes estiment que le fait motivant les poursuites ou ayant entraîné la condamnation n'est pas assez grave.

*Article 10.*

Les stupéfiants, ainsi que les matières et instruments destinés à l'accomplissement d'un des faits prévus par l'article 2 sont susceptibles d'être saisis et confisqués.

*Article 11.*

1. Chaque Haute Partie contractante devra instituer, dans le cadre de sa législation nationale, un office central chargé de surveiller et de coordonner toutes les opérations indispensables pour prévenir les faits prévus par l'article 2, et de faire en sorte que des mesures soient prises pour poursuivre les personnes coupables de faits de ce genre.

2. Cet office central:

a) Devra se tenir en contact étroit avec les autres institutions ou organismes officiels s'occupant des stupéfiants;

b) Devra centraliser tous les renseignements de nature à faciliter les recherches et la prévention des faits prévus par l'article 2, et

c) Devra se tenir en contact étroit et pourra correspondre directement avec les offices centraux des autres pays.

3. Quand le Gouvernement d'une Haute Partie contractante a le caractère fédéral ou quand l'autorité exécutive de ce Gouvernement est répartie entre le Gouvernement central et des gouvernements locaux, la surveillance et la coordination indiquées au paragraphe 1 et l'exécution des obligations spécifiées aux alinéas a) et b) du paragraphe 2 s'organiseront conformément au système constitutionnel ou administratif en vigueur.

4. Dans le cas où la présente Convention serait appliquée à un territoire quelconque en vertu de l'article 18, l'application des dispositions du présent article pourra être assurée par la création d'un office central établi dans ou pour ce territoire et agissant, en cas de besoin, en liaison avec l'office central du territoire métropolitain intéressé.

5. Les pouvoirs et les compétences prévus pour l'office central peuvent être délégués à l'Administration spéciale prévue par l'article 15 de la Convention de 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants.

*Article 12.*

1. L'office central collaborera, dans la plus large mesure possible, avec les offices centraux étrangers, pour faciliter la prévention et la répression des faits prévus par l'article 2.



*Article 7.*

1. In countries where the principle of the extradition of nationals is not recognised, nationals who have returned to the territory of their own country, after the commission abroad of any of the offences referred to in Article 2, shall be prosecuted and punished in the same manner as if the offence had been committed in the said territory, even in a case where the offender has acquired his nationality after the commission of the offence.

2. This provision does not apply if, in a similar case, the extradition of a foreigner cannot be granted.

*Article 8.*

Foreigners who are in the territory of a High Contracting Party and who have committed abroad any of the offences set out in Article 2 shall be prosecuted and punished as though the offence had been committed in that territory if the following conditions are realised—namely, that:

(a) Extradition has been requested and could not be granted for a reason independent of the offence itself;

(b) The law of the country of refuge considers prosecution for offences committed abroad by foreigners admissible as a general rule.

*Article 9.*

1. The offences set out in Article 2 shall be deemed to be included as extradition crimes in any extradition treaty which has been or may hereafter be concluded between any of the High Contracting Parties.

2. The High Contracting Parties who do not make extradition conditional on the existence of a treaty or on reciprocity shall as between themselves recognise the offences referred to above as extradition crimes.

3. Extradition shall be granted in conformity with the law of the country to which application is made.

4. The High Contracting Party to whom application for extradition is made shall, in all cases, have the right to refuse to effect the arrest or to grant the extradition of a fugitive offender if his competent authorities consider that the offence of which the fugitive offender is accused or convicted is not sufficiently serious.

*Article 10.*

Any narcotic drugs as well as any substances and instruments intended for the commission of any of the offences referred to in Article 2 shall be liable to seizure and confiscation.

*Article 11.*

1. Each of the High Contracting Parties shall set up, within the framework of its domestic law, a central office for the supervision and co-ordination of all operations necessary to prevent the offences specified in Article 2, and for ensuring that steps are taken to prosecute persons guilty of such offences.

2. This central office:

(a) Shall be in close contact with other official institutions or bodies dealing with narcotic drugs;

(b) Shall centralise all information of a nature to facilitate the investigation and prevention of the offences specified in Article 2;

(c) Shall be in close contact with and may correspond direct with the central offices of other countries.

3. Where the Government of a High Contracting Party is federal in character, or where the executive authority of its Government is distributed between central and local Governments, the supervision and co-ordination specified in paragraph 1 and the execution of the functions specified in (a) and (b) of paragraph 2 shall be carried out in conformity with the constitutional or administrative system thereof.

4. Where the present Convention has been applied to any territory by virtue of Article 18, the requirements of the present Article may be carried out by means of a central office set up in or for that territory acting in conjunction, if necessary, with the central office in the metropolitan territory concerned.

5. The powers and the functions of the central office may be delegated to the special administration referred to in Article 15 of the Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs of 1931.

*Article 12.*

1. The central office shall co-operate with the central offices of foreign countries to the greatest extent possible, in order to facilitate the prevention and punishment of the offences specified in Article 2.

2. The office shall, so far as it thinks expedient, communicate to the central office of any country which may be concerned:

- (a) Particulars which would make it possible to carry out any investigations or operations relating to any transactions in progress or proposed;
- (b) Any particulars which it has been able to secure regarding the identity and the description of traffickers with a view to supervising their movements;
- (c) Discoveries of secret factories of narcotic drugs.

#### *Article 13.*

1. The transmission of letters of request relating to the offences referred to in Article 2 shall be effected:

(a) Preferably by direct communication between the competent authorities of each country or through the central offices, or

(b) By direct correspondence between the Ministers of Justice of the two countries or by direct communication from another competent authority of the country making the request to the Minister of Justice of the country to which the request is made, or

(c) Through the diplomatic or consular representative of the country making the request in the country to which the request is made. For this purpose, the letters of request shall be sent by such representative to the authority designated by the country to which the request is made.

2. Each High Contracting Party may, by communication to the other High Contracting Parties, express its desire that letters of request to be executed within its territory should be sent to it through the diplomatic channel.

3. In case (c) of paragraph 1, a copy of the letter of request shall at the same time be sent by the diplomatic or consular representative of the country making the request to the Minister for Foreign Affairs of the country to which application is made.

4. Unless otherwise agreed, the letter of request shall be drawn up in the language of the authority to which request is made or in a language agreed upon by the two countries concerned.

5. Each High Contracting Party shall notify to each of the other High Contracting Parties the method, or methods, of transmission mentioned above which it will recognise for the letters of request of the latter High Contracting Party.

6. Until such notification is made by a High Contracting Party, its existing procedure in regard to letters of request shall remain in force.

7. The execution of letters of request shall not be subject to payment of taxes or expenses other than the expenses of experts.

8. Nothing in the present Article shall be construed as an undertaking on the part of the High Contracting Parties to adopt in criminal matters any form or methods of proof contrary to their laws or to execute letters of request otherwise than within the limits of their laws.

#### *Article 14.*

The participation of a High Contracting Party in the present Convention shall not be interpreted as affecting that Party's attitude on the general question of criminal jurisdiction as a question of international law.

#### *Article 15.*

The present Convention does not affect the principle that the offences referred to in Articles 2 and 5 shall in each country be defined, prosecuted and punished in conformity with the general rules of its domestic law.

#### *Article 16.*

The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Secretary-General of the League of Nations the laws and regulations promulgated in order to give effect to the present Convention, and also an annual report on the working of the Convention in their territories.

#### *Article 17.*

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention, and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court, and, if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

*Article 18.*

1. Toute Haute Partie contractante pourra déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, qu'en acceptant la présente Convention, elle n'assume aucune obligation pour l'ensemble ou une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa souveraineté ou sous son mandat, et la présente Convention ne s'appliquera pas aux territoires mentionnés dans cette déclaration.

2. Toute Haute Partie contractante pourra ultérieurement donner, à tout moment, avis au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle désire que la présente Convention s'applique à l'ensemble ou à une partie de ses territoires qui auront fait l'objet d'une déclaration aux termes de l'alinéa précédent, et la présente Convention s'appliquera à tous les territoires mentionnés dans l'avis quatre-vingt-dix jours après réception de cet avis par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra déclarer à tout moment, après l'expiration de la période de cinq ans prévue par l'article 21, qu'elle désire que la présente Convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa souveraineté ou sous son mandat, et la Convention cessera de s'appliquer aux territoires mentionnés dans cette déclaration, un an après réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres mentionnés à l'article 19, toutes les déclarations et tous les avis reçus aux termes du présent article.

*Article 19.*

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au 31 décembre 1936, ouverte à la signature au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre invité à la Conférence qui a élaboré la présente Convention, ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention à cet effet.

*Article 20.*

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article précédent.

*Article 21.*

1. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1937, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre visé à l'article 19.

2. Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres visés audit article.

*Article 22.*

La présente Convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu les ratifications ou les adhésions de dix Membres de la Société des Nations ou Etats non membres. Elle sera enregistrée à cette date par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

*Article 23.*

Les ratifications ou adhésions déposées après le dépôt de la dixième ratification ou adhésion prendront effet à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de leur réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

*Article 24.*

1. A l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci pourra être dénoncée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation sortira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations; elle ne sera opérante que pour le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre au nom duquel elle aura été déposée.

2. Le Secrétaire général notifiera à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'article 19 les dénonciations ainsi reçues.

3. Si, par suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres qui sont liés par la présente Convention se trouve ramené à moins de dix, la Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet, conformément aux dispositions du présent article.

*Article 25.*

Une demande de révision de la présente Convention pourra être formulée en tout temps par tout Membre de la Société des Nations ou Etat non membre lié par la Convention, par voie de notification adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Cette notification sera communiquée par le Secrétaire général à tous les autres Membres de la Société des Nations et Etats non membres ainsi liés, et, si elle est appuyée par un tiers au moins d'entre elles, les Hautes Parties contractantes s'engagent à se réunir en une conférence aux fins de révision de la Convention.

*Article 18.*

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates and overseas territories under suzerainty or mandate, and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he declares that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of five years mentioned in Article 21, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates and overseas territories or territories under suzerainty or mandate, and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

4. The Secretary-General shall communicate to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in Article 19 all declarations and notices received in virtue of this Article.

*Article 19.*

The present Convention, of which the French and English texts shall both be equally authoritative, shall bear this day's date, and shall, until December 31st, 1936, be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations, or of any non-member State which received an invitation to the Conference which drew up the present Convention, or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

*Article 20.*

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League and to the non-member States referred to in the preceding Article.

*Article 21.*

1. As from January 1st, 1937, the present Convention shall be open to accession on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State mentioned in Article 19.

2. The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in that Article.

*Article 22.*

The present Convention shall come into force ninety days after the Secretary-General of the League of Nations has received the ratifications or accessions of ten Members of the League of Nations or non-member States. It shall be registered on that date by the Secretary-General of the League of Nations.

*Article 23.*

Ratifications or accessions received after the deposit of the tenth ratification or accession shall take effect as from the expiration of a period of ninety days from the date of their receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

*Article 24.*

1. After the expiration of five years from the date of the coming into force of the present Convention, it may be denounced by an instrument in writing, deposited with the Secretary-General of the League of Nations. The denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations and shall operate only as regards the Member of the League or non-member State on whose behalf it has been deposited.

2. The Secretary-General shall notify all the Members of the League and the non-member States mentioned in Article 19 of any denunciations received.

3. If, as a result of simultaneous or successive denunciations, the number of Members of the League and non-member States bound by the present Convention is reduced to less than ten, the Convention shall cease to be in force as from the date on which the last of such denunciations shall take effect in accordance with the provisions of this Article.

*Article 25.*

A request for the revision of the present Convention may at any time be made by any Member of the League of Nations or non-member State bound by this Convention by means of a notice addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Such notice shall be communicated by the Secretary-General to the other Members of the League of Nations or non-member States bound by this Convention, and, if endorsed by not less than one-third of them, the High Contracting Parties agree to meet for the purpose of revising the Convention.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires sus-  
mentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le vingt-six juin mil neuf cent  
trente-six, en un seul exemplaire, qui sera  
déposé dans les archives du Secrétariat de la  
Société des Nations et dont les copies certifiées  
conformes seront remises à tous les Membres  
de la Société des Nations et aux Etats non  
membres mentionnés à l'article 19.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned  
Plenipotentiaries have signed the present  
Convention.

DONE at Geneva, the twenty-sixth day of  
June, one thousand nine hundred and thirty-  
six, in a single copy, which shall remain  
deposited in the archives of the Secretariat of  
the League of Nations and certified true copies  
of which shall be delivered to all the Members  
of the League and to the non-member States  
referred to in Article 19.

AUTRICHE

E. PFLÜGL  
Dr Bruno SCHULTZ

AUSTRIA

ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

Jorge LATOUR  
*ad referendum*

UNITED STATES OF BRAZIL

GRANDE-BRETAGNE  
ET IRLANDE DU NORD

ainsi que toutes Parties de l'Empire  
britannique non membres séparés  
de la Société des Nations

GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND

and all parts of the British Empire  
which are not separate Members of  
the League of Nations

Oscar F. DOWSON  
W<sup>m</sup>. H. COLES

CANADA

C. H. L. SHARMAN

CANADA

INDE

G. HARDY

INDIA

BULGARIE

N. MONTCHILOFF

BULGARIA

CHINE

Hoo Chi-Tsai.

CHINA

CUBA

G. de BLANCK

CUBA

DANEMARK

William BORBERG

DENMARK

ÉGYPTE

Edgar GORRA

EGYPT

ÉQUATEUR

Alex GASTELÓ

ECUADOR

ESPAGNE

Julio CASARES

SPAIN

FRANCE

P. DE REFFYE  
G. BOURGOIS

FRANCE

GRÈCE

Raoul BIBICA-ROSETTI  
A. CONTOUMAS

GREECE

JAPON

Massa-aki HOTTA

JAPAN

MEXIQUE

Manuel TELLO.

MEXICO

PANAMA

*ad referendum*: D<sup>r</sup> Ernesto. HOFFMANN.

PANAMA

PAYS-BAS

DELGORGE  
G. BEELAERTS VAN BLOKLAND

THE NETHERLANDS

POLOGNE

CHODŹKO

POLAND

PORTUGAL

Augusto DE VASCONCELLOS  
José CAEIRO DA MATTA

PORTUGAL

ROUMANIE

C. ANTONIADE

ROUMANIA



SUISSE

C. GORGÉ

SWITZERLAND

TCHÉCOSLOVAQUIE

D<sup>r</sup> Antonín KOUKAL

CZECHOSLOVAKIA

UNION DES RÉPUBLIQUES  
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES

G. LACHKEVITCH

UNION OF SOVIET  
SOCIALIST REPUBLICS

URUGUAY

V. BENAVIDES

URUGUAY

VENEZUELA

*ad referendum*: AROCHA

VENEZUELA

Copie certifiée conforme.  
Pour le Secrétaire général:

Certified true copy.  
For the Secretary-General:

*Conseiller juridique  
du Secrétariat.*

*Legal Adviser  
of the Secretariat.*



## CERTIFICATION

I hereby certify that the attached document is a true copy of the English and French texts of the Convention of 1936 for the Suppression of the Illicit Traffic in Dangerous Drugs done at Geneva on 26 June 1936, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Chief, Treaty Section,  
Office of Legal Affairs

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Palitha T. B. Kohona', written over a diagonal line.

Palitha T. B. Kohona

United Nations  
New York, June 2005

## CERTIFICAT

Je certifie que le texte ci-joint est une copie conforme des textes anglais et français de la Convention de 1936 pour le trafic illicite des drogues nuisibles fait à Genève le 26 juin 1936, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Chef de la Section des Traités,  
Bureau des Affaires juridiques

Organisation des Nations Unies  
New York, juin 2005





Certified true copy VI.12a  
Copie certifiée conforme VI.12a  
November 2004